

METALTECH

80c Avenue Jean Jaurès
59154 CRESPIN

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Unité départementale du Hainaut**
A l'attention de Mme Isabelle
LIBERKOWSKI
Parc d'activité de l'Aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Fait le 12 Décembre 2019 à Crespin

Objet : Compléments à la demande d'enregistrement d'installation classée : centre VHU à Crespin.

Référence : 2018/V4/CB-270

Annexe : Actions entreprise par Metaltech pour combler les insuffisances.

Madame,

Vous nous avez adressé le 19 Décembre 2018 une lettre répertoriant les insuffisances dans notre dossier d'enregistrement.

Nous avons fait notre possible pour combler le plus rapidement possible les lacunes de notre dossier et je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous l'ensemble des mesures qui ont été prises pour y remédier.

En restant à votre disposition, je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de ma considération distinguée,

LAVARDE Cédric
Co-Gérant
METALTECH RECYCLING

**Annexe : Actions entreprises par Metaltech vis-à-vis des insuffisances
précédemment relevées par vos services**

- Les plans communiqués ne répondent toujours pas aux exigences requises par l'article R.512-46-4 du code de l'environnement. Les plans doivent donc être modifiés en ce sens et afin d'en avoir une meilleure lecture, il serait opportun d'étudier la possibilité de les transmettre sous un format plus grand. Par ailleurs, la carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée n'est pas présente. Le plan au 1/2000 présente-t-il un rayon de 200 mètres ?

- Le rayon des 35 mètres n'apparaît pas sur le plan au 1/200.

- Le document permettant d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue par le plan local d'urbanisme n'a pas été transmis.

Vous trouverez, en **Annexe 1** au dossier, les plans demandés, à jour, ainsi qu'un extrait du plan local d'urbanisme en **Annexe 2** qui montre que le projet n'est pas en contradiction avec le PLU. METALTECH est implantée sur la zone 1AUr dont le règlement permet « *la modification, des établissements à usage d'activités comportant des installations classées existantes, dans la mesure où il n'y a pas une aggravation des nuisances qui justifierait une interdiction d'ouverture en fonction des critères précités* » (règlement du plan local d'urbanisme de Crespin, page 38). L'activité de récupération de VHU restant très limitée pour l'entreprise, il n'y aura donc pas d'aggravation des nuisances et le projet est donc compatible avec le PLU.

- Le plan communiqué montre que le rayon de 100 mètres atteint une maison. Il n'est dès lors pas possible d'avoir la certitude que les prescriptions de l'article 5 - Implantation seront respectées.

En demandant des plans détaillés, incluant la position exacte des différents rayons, nous nous sommes rendu compte que le plan que nous vous avons fourni comporte une erreur. Le cercle de 100 m ne passe pas dans la propriété privée au coin de l'entreprise mais reste dans le périmètre de l'entreprise. Au sud, la propriété appartient au groupe Eiffage et ne rentre pas dans les différentes catégories de bâtiments couvertes par l'article 5. Le reste des surfaces inclus dans le rayon de 100m n'appartenant pas à Métaltech sont des friches industrielles.

- Les éléments communiqués sont insuffisants pour s'assurer de la conformité du projet avec les dispositions des articles 13, 19, 20, 21 et 25 IV et V de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.

Par ailleurs, compte tenu des derniers événements survenus sur votre site et notamment l'incendie du 18/10/2018, il convient de vous rapprocher du SDIS afin de définir les moyens de lutte contre l'incendie à mettre en place sur site. L'avis du SDIS devra être communiqué avec les compléments.

Vous trouverez en **Annexe 3** une attestation du SDIS certifiant que notre site répond bien à toute la réglementation sécurité incendie. L'entreprise a notamment procédé à l'installation d'un poteau incendie permettant d'assurer l'alimentation en eau des services de secours avec un débit de 60m³ / Heure. Pour ce qui est de l'article 25, l'ensemble des eaux résiduaires du site est renvoyé vers un déshuileur-débourbeur. Ce dernier est conçu pour gérer les flux sortant de l'ensemble du site. Une vanne de coupure du réseau va être installée en sortie de déboureur afin de répondre à la réglementation qui nous est applicable. Cette vanne sera automatique et reliée avec le système d'alarme incendie du site (Caméras thermiques et thermographiques en extérieur et fil alarme en intérieur) Nous avons validé notre projet d'installer un bassin de confinement afin de canaliser nos eaux en cas d'incidents, d'accidents environnementaux. Nous travaillerons avec la société Artois Assainissement ainsi que le bureau d'étude TERIS sous la direction de Mr SCREPEL Valéry. Vous trouverez **annexe 4** le plan de principe ainsi que les notes D9 et D9A.

Vous trouverez en **annexe 5** le dossier de consultation des entreprises (D.P.G.F) pour la mise en place d'un bassin ainsi qu'une vanne de confinement en sortie de débourbeur.

- Le mode opératoire présent à l'annexe VII et relatif au mode opératoire de dépollution des VHU est ambigu. En effet, certains commentaires de la colonne « erreur à éviter » laissent penser qu'il s'agit de l'action à faire et non de l'erreur à éviter.

- Vous précisez que les airbags seront retirés par la société Keyser, broyeur VHU, or cette opération fait partie des opérations de dépollution, dépollution qui doit s'effectuer avant tout autre traitement. Il n'est donc pas possible que cette opération soit réalisée par la société Keyser.

Le mode opératoire, en **annexe 6** de ce courrier, a été corrigé selon vos remarques et le retrait des airbags a été ajouté dans les dépollutions réalisées par Métaltech.

- Vous indiquez joindre le récépissé relatif à la rubrique 2713 et le courrier adressé à Mme Krawczyk, or, sauf erreur, ces documents n'ont pas été communiqués.

Nous avons transmis ces pièces que par mail. Nous vous prions de nous excuser pour cette erreur. Les pièces sont désormais jointes au dossier physique en **Annexe 7**.

Dans ces pièces vous trouverez l'ensemble des annexes avec les mises à jour notamment :

- **Annexe 8**, La facture d'installation de l'alarme incendie
- **Annexe 9**, Le PV de réception concernant l'installation du nouveau système de télésurveillance et installation des caméras thermiques
- **Annexe 10**, Le rapport de visite relatif au contrôle périodique de notre installation soumise à DC.

- Les capacités financières ne sont pas justifiées.

Vous trouverez en **Annexe 11** à ce dossier le bilan financier 2018 de l'entreprise qui montre qu'elle a les capacités d'investissement nécessaires à la mise en place de ce projet et au respect de ses engagements.

- Le dossier indique une capacité de traitement de 5 véhicules/j avec une zone dédiée pour les véhicules en attente de dépollution de 6 places. La zone d'attente semble de faible capacité au regard de la capacité de traitement du site.

Nous avons fait le choix d'une surface au sol de seulement 6 véhicules. En revanche, en cas d'affluence, le stockage des véhicules permettra un stockage en hauteur. Ce stockage en hauteur est limité à une hauteur de 2 à 3 véhicules, incluant celui au sol, ce qui porte le total à une capacité de stockage de 12 à 18 véhicules.

Nous ne souhaitons pas avoir de stock sur le site dans le but de limiter les risques environnementaux. Nous réaliserons une évacuation vers le broyeur agréé dès les 10 voitures dépolluées.

- La description détaillée des dispositions envisagées pour le respect des obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° du cahier des charges « agrément centre VHU » n'est pas précisée.

Métaltech se chargera de la récupération des pneumatiques sur les véhicules, en lien avec ALIAPUR et Ramery Environnement basé à Harnes pour la collecte. Cette réutilisation, recyclage et valorisation sera complétée par le partenaire de Métaltech (le broyeur Keyser) qui se chargera de récupérer et recycler les pare-chocs et pare-brise. De manière plus générale, vous trouverez en **Annexe 12** à ce dossier les taux de recyclage, de réutilisation et de valorisation des VHU traités par Keyser sur l'année 2018, qui témoigne de sa capacité à respecter le minimum légal.

- Compte tenu que les VHU dépollués seront envoyés en Belgique pour l'opération de broyage, je vous rappelle les dispositions du point 4 du cahier des charges « agrément VHU » :

« L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ».

La réglementation sur le transfert des déchets transfrontaliers a été prise en compte dès les prémices du projet de récupération et de dépollution des VHU par Métaltech. Nous avons fait le choix de passer par l'entreprise KEYSER pour le transport et transfert des VHU dépollués.

Annexe 1

METALTECH

Annexe 2

METALTECH

Annexe 3

METALTECH

Annexe 4

METALTECH

Annexe 5

METALTECH

Annexe 6

METALTECH

Annexe 7

METALTECH

Annexe 8

METALTECH

Annexe 9

METALTECH

Annexe 10

METALTECH

Annexe 11

METALTECH

Annexe 12

METALTECH